

ISRAËL-PALESTINE

La France doit s'engager concrètement pour un **CESSEZ-LE-FEU À GAZA**

À Gaza, la tragédie humaine s'aggrave de jour en jour. Victimes des bombardements massifs, les civils meurent par milliers. 20 000 Gazaouis, en majorité des femmes et des enfants, sont d'ores et déjà morts sous les bombes de l'armée israélienne. Écoles, hôpitaux, habitations, édifices culturels... aucun lieu, aucun refuge n'est épargné.

Comment accepter que l'année 2024 débute avec de tels crimes contre tout un peuple ? Comment accepter le soutien de l'administration américaine à ces massacres de populations civiles ? Comment justifier le silence des pays de l'UE et le « deux poids deux mesures » en matière de droit international ? **Les risques de famine et d'épidémies, dénoncés par l'ONU, menacent désormais la survie des près de deux millions de Gazaouis déplacés depuis le début de l'intervention militaire israélienne.** Nous redisons toute notre amitié et toute notre solidarité au peuple palestinien endeuillé.

Nous apportons aussi tout notre soutien aux familles des victimes israéliennes des actes terroristes du 7 octobre, aux familles des otages comme aux députés et citoyens israéliens qui appellent à l'arrêt des combats et à une solution à deux États. Nous réaffirmons que **les actes terroristes du Hamas du 7 octobre ne justifient en rien ces massacres de masse**, cette logique de vengeance aveugle. À cela s'ajoutent les déclarations dangereuses et honteuses des ministres israéliens racistes Belazel Smotrich et Itamar Ben Gvir appelant à l'« *émigration* » de la population palestinienne de Gaza. Ce sont de véritables insultes faites à l'humanité. Elles vont à l'encontre du droit international, des conventions de Genève et du statut de Rome. Les annonces de réimplantation de colons dans la bande de Gaza font partie du projet politique de l'extrême droite israélienne. C'est d'une véritable épuration ethnique que les territoires palestiniens sont aujourd'hui menacés.

Les opérations d'expulsion, les assassinats et arrestations commis par l'armée et les colons israéliens en Cisjordanie et à Jérusalem Est ont fait de l'année 2023 la plus meurtrière depuis 2005. Les risques de régionalisation du conflit sont plus graves que jamais. Nous appelons de nouveau à un cessez-le-feu immédiat et permanent. **Ces crimes doivent cesser.**



Nous demandons que la France hausse le ton, exige des sanctions contre le gouvernement israélien, saisisse la CIJ, comme l'a fait l'Afrique du Sud. Il faut augmenter la pression sur le gouvernement d'extrême droite de Benjamin Netanyahu. La France doit, avec les États qui s'y montreront prêts, proposer la tenue dans les meilleurs délais d'une conférence internationale de paix, afin de fixer les conditions d'un arrêt durable de cette guerre effroyable, qui ensanglante toute une région, au moyen d'une solution à deux États sur la base des résolutions des Nations unies.

Le PCF demande que la France :

- 1 reconnaisse l'État de Palestine, comme vient de le faire l'Espagne, comme premier acte d'une solution politique à deux États sur la base des frontières de 1967 avec Jérusalem Est comme capitale de l'État palestinien
- 2 saisisse la Cour Internationale de justice afin que les dirigeants israéliens répondent de leurs actes devant la justice internationale. L'initiative prise par l'Afrique du Sud en invoquant la convention de 1948 pour la prévention et la répression du crime de génocide pose cette exigence, sur laquelle les juridictions internationales compétentes doivent statuer. Les dirigeants du Hamas doivent également être traduits devant la justice internationale.
- 3 exige que l'UE suspende son accord d'association avec l'État d'Israël tant que les dirigeants israéliens ne se conforment pas au droit international.
- 4 suspende toute coopération militaire avec l'État d'Israël.
- 5 exige la libération des otages détenus dans la bande de Gaza.
- 6 fasse pression pour la libération des prisonniers politiques palestiniens, au premier rang desquels figure Marwan Barghouti.
- 7 agisse pour la levée du blocus de Gaza.

Le PCF appelle à renforcer la mobilisation pour la paix et à participer aux manifestations qui se dérouleront le week-end des 13 et 14 janvier. Il appelle à Paris à participer à la manifestation du samedi 13 janvier. Seuls la paix, la justice et le droit permettront de rompre avec ce cycle de violences.

J'adhère



Nom : _____

Prénom : _____

Adresse : _____

E-mail : _____

Tél : _____